

3 décembre 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le renforcement de la coopération entre les pays de la Commission de l'Océan indien sur les plans politique, économique et culturel, et sur la coopération entre la Commission de l'Océan indien et les organisations internationales, Saint Denis de la Réunion le 3 décembre 1999.

Messieurs les présidents,  
Monsieur le Premier ministre,  
Messieurs les représentants des institutions régionales et internationales,  
Mesdames et messieurs les ministres,  
Mesdames et messieurs les ambassadeurs,  
Messieurs les représentants du département de La Réunion,  
Mesdames et messieurs,  
Mes chers amis,

Le charme des Iles de l'Océan indien, leurs paysages admirables, la douceur du climat, la gentillesse qui les imprègne, nous les ressentons, tous, ici ce soir. Il s'ajoute à l'accueil chaleureux de la population, à toutes les dispositions prises par les élus et les autorités de la Réunion, pour que nous gardions de notre séjour, je l'espère, le meilleur souvenir. Et mes premiers mots seront pour les remercier très chaleureusement en notre nom à tous. Vous vous joindrez à moi, je pense, pour exprimer notre satisfaction à tous ceux qui ont oeuvré pour le bon déroulement de notre réunion.

Nous retiendrons aussi de ce Sommet une volonté renouvelée de créer un espace où les solidarités régionales et l'ouverture sur le grand large débordent l'insularité.

C'étaient les objectifs assignés à la Commission de l'Océan indien. Ils ont été confirmés et renforcés, à l'issue d'une rencontre qui a été une rencontre riche et fructueuse.

Permettez-moi d'exprimer ma reconnaissance à tous les participants pour leurs interventions, pour le travail préparatoire qui les a précédées. Je tiens à saluer de manière particulière les contributions des hauts représentants des Organisations internationales qui ont manifesté, une nouvelle fois, à cette occasion, tout l'intérêt qu'ils portent à notre organisation régionale.

L'ensemble des décisions et des orientations dont le communiqué final rend compte, témoigne d'un engagement très clair pour enrichir et renforcer notre coopération.

L'enrichir, en donnant à la dimension politique la place qui lui manquait.

Nos échanges de vues ont montré que nous pouvions surmonter d'éventuelles divergences en les évoquant et en cherchant à les dépasser.

Tout naturellement, notre concertation se poursuivra sur les questions aussi fondamentales que celles concourant à la stabilité et à la sécurité régionales, dont nous nous sommes également entretenus. Les avoir abordées est déjà un pas important. Se préparer à apporter des réponses adaptées aux situations de crise, aux dangers qui peuvent menacer les populations est la voie que

nous avons, aujourd'hui, ouverte. Et puis, ce nouveau champ de coopération permettra d'amorcer avec les autres organisations régionales une concertation qui donnera la place qui leur revient aux pays membres de la COI.

Renforcer notre coopération. Un obstacle décisif a été franchi, dans le domaine économique, avec la signature d'un accord sur le désarmement tarifaire qui offre de nouvelles perspectives aux échanges régionaux. Encore trop peu développés aujourd'hui, ils doivent devenir demain un puissant moteur de la croissance. Avec un cadre institutionnel qui désormais s'y prête mieux, les entreprises pourront trouver là des possibilités réelles d'expansion et de profit. Et ce sera pour mon pays une grande satisfaction de voir la Réunion, avec ses opérateurs économiques, s'intégrer pleinement dans cet espace régional, comme le souhait en a été formulé.

Je voudrais mentionner, de manière particulière, l'attention qui a été portée au développement culturel régional. C'est un point d'ancrage solide pour créer cet état d'esprit communautaire qui motive notre démarche vers une coopération régionale renforcée que, tous, nous souhaitons.

La mise en oeuvre de nos projets nécessite des appuis. Vous me permettrez de saluer de nouveau le soutien déterminant que leur apporte l'Union européenne. Il m'est agréable d'exprimer la satisfaction que nous procure le partenariat engagé entre la COI et l'UNESCO. Et nous nous réjouissons des perspectives ouvertes en vue d'actions communes avec la Banque mondiale et surtout, je tiens à le souligner car c'est à mes yeux essentiel pour nous tous, avec l'Organisation internationale de la francophonie, dont le Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, avec son dynamisme naturel, a apporté tout son coeur et toute son imagination pour nous faire progresser.

Il faut aussi une volonté politique pour donner aux actions communes des chances de réussir. Plus que jamais, au sein de notre organisation, celle-ci s'est affirmée, avec force et sans ambiguïté.

Voilà donc la COI consolidée, soutenue par une vision et une ambition communes, poussée sur la bonne voie : celle d'une concertation plus étroite, d'une coordination plus large, d'une plus grande solidarité entre les Etats membres, pour faire prospérer leurs intérêts et faire reconnaître leur identité dans un monde plus ouvert où, à côté des très grands ensembles, des organisations telles que la nôtre doivent avoir toute leur place.

Aussi, est-ce en toute confiance que je transmets ce soir la Présidence de notre organisation à notre ami le Président de Madagascar, Monsieur Didier Ratsiraka, et je sais qu'avec toute sa culture, toute son intelligence et toute la finesse dont il fait preuve chaque fois qu'il prend la parole et nous a encore séduit cet après-midi, je sais qu'il portera bien cette nouvelle charge qu'il a pour cette année prochaine.

Je souhaite naturellement le plus grand succès à nos Etats et à notre Commission.

Je vous remercie.

(Source <http://www.elysee.gouv.fr>)